



Tous pour l'eau, l'eau pour tous !

Citoyen.ne.s, associations et élu.e.s se sont mobilisé.e.s le 10 octobre à Pau pour défendre notre territoire et ses ressources, en particulier l'eau, contre les projets NACRE et E-CHO

À l'appel du collectif Forêts Vivantes Pyrénées, qui regroupe 78 organisations à travers le Sud-Ouest, plus de 1000 personnes se sont rassemblées samedi 10 octobre à 11h devant la préfecture des Pyrénées-Atlantiques à Pau pour interpeller l'Etat.

Il faut savoir s'arrêter à temps

La crise forestière et climatique n'a jamais été aussi flagrante en France que cet été : 53 jours de vague de chaleur, 98 000 hectares de forêt brûlés, 79 départements au niveau d'alerte maximale sécheresse... Cela n'a pourtant pas semblé faire réfléchir la Préfecture des Pyrénées Atlantiques, qui a autorisé le 9 juin le projet NACRE de production de bioéthanol et a obtenu le 6 juillet que le projet E-CHO de production de biocarburants pour l'aviation et les transports maritimes soit déclaré « projet d'intérêt national majeur ».

Plusieurs prises de parole ont donc mis en lumière l'impact majeur que ces deux projets auraient sur les ressources locales. Côme Pettier du SNUPFEN Solidaires, premier syndicat de l'ONF, a alerté sur la hausse des prélèvements de bois et le développement catastrophique du bois-énergie industriel, dans un contexte de fragilité grandissante des massifs (la mortalité des arbres a été multipliée par 2,5 en vingt ans, d'après un récent rapport de l'IGN). Philippe Garcia, président de l'association Défense des Milieux Aquatiques, a décrit la crise menaçant nos cours d'eau. Julien Odul, de la Confédération Paysanne, a lui détaillé les effets désastreux d'un tel accaparement industriel de l'eau sur l'agriculture, déjà frappée cette année par une sécheresse estivale qui a entraînée des pertes de production majeures (-35 % sur le maïs, -23 % sur les pommes de terre...).

Bénéfices privés, sécheresse publique

La question de l'eau et la sécheresse étaient ce jour-là le cri de ralliement des manifestants, qui ont fait circuler des tuyaux d'arrosage vides dans la foule et ont accroché des arrosoirs ne contenant plus que du sable sur les grilles de la préfecture. En effet, le projet E-CHO consommerait chaque année 3 millions de m³ d'eau, l'équivalent d'une ville de 60 000 habitants. Dans un contexte où le gave de Pau a atteint fin septembre l'étiage le plus bas jamais enregistré (-197 mm à la station d'Argelès-Gazost le 24 septembre), créer ainsi de lourds prélèvements supplémentaires interroge. Dès janvier 2024, l'Agence de l'Eau Adour Garonne elle-même s'en était publiquement inquiétée : *« Les millions de mètres cubes du projet en devenir vont nécessiter des efforts de réduction majorés. (...) C'est un projet qui n'est pas neutre, alors que l'enjeu est de trouver comment économiser 37 millions de mètres cubes par an à l'horizon 2030 sur le Bassin de l'Adour. (La) mise en comptabilité de ce projet avec le plan sobriété nationale sur l'eau interroge. »*

E-CHO : un atterrissage catastrophe en vue

Bien que présenté par le porteur de projet Élyse Energy et par le gouvernement comme une solution clé de décarbonation de l'aviation, E-CHO consommera des quantités massives de ressources essentielles pour ne produire au final que 87 000 tonnes de biokérosène par an, soit 1 % des besoins de l'aviation française.

Aussi présent sur place, Didier Riché, ingénieur aéronautique de formation et ancien directeur de l'aéroport de Biarritz désormais en lutte contre l'écoblanchiment de l'aviation, explique : *"Il n'existe pas de scénario crédible et soutenable pour décarboner l'aviation qui ne passe d'abord et avant tout par la réduction du trafic commercial. Supposer qu'on remplacera le kérosène actuel par des biocarburants est aussi peu probable que de remplir une baignoire qui se vide avec une petite cuillère. La corporation aéronautique utilise l'argument des carburants dits "verts" pour tenter de démontrer une forme de proactivité sur la question du changement climatique. C'est un leurre pour nous pousser à fermer les yeux sur l'urgence de moins voler."*

En introduction des prises de paroles, c'est cette absurdité du greenwashing d'E-CHO et l'avenir apocalyptique vers lequel l'industrie aéronautique nous entraîne qu'ont mis en scène Les Rondins des Bois, association de Monein membre de Forêts Vivantes Pyrénées, avec une vision dystopique théâtralisée intitulé « Elyse Energy Airlines ».

Une contestation des élus du cœur du bassin de Lacq jusqu'au parlement

Que l'atterrissage risque d'être catastrophique est de plus en plus évident aux yeux d'un grand nombre d'élus. Même au sein de la CCLO, territoire pourtant habitué à l'industrie lourde, une contestation inédite continue de prendre forme

malgré le vote favorable de l'intercommunalité. Sept communes ont voté des motions contre le projet, dont Bézingrand, censée accueillir l'un des sites d'E-CHO, et Os-Marsillon, où doivent s'établir les nouvelles lignes THT nécessaires aux besoins démesurés du projet en électricité (l'équivalent de la consommation électrique annuelle de tout le département). En pointe de cette lutte sur le bassin de Lacq, la commune de Monein. Lors de la manifestation, Aline Cabos, adjointe au maire Yves Salanave-Péhé, a lu un texte de ce dernier en soutien.

Isabelle Larrouy, conseillère régionale de Nouvelle Aquitaine, a fait part de la lutte à cet échelon territorial clé dont l'accord est nécessaire pour approuver le plan d'approvisionnement en bois d'E-CHO et NACRE.

Et au parlement aussi, les enjeux forestiers se font entendre, avec un projet de loi forêt déjà soutenu par plus d'une centaine de députés à travers l'hémicycle. La députée des Hautes Pyrénées Sylvie Ferrer a pris la parole pour évoquer l'implication des parlementaires sur ces enjeux de société et affirmer l'urgence de mieux protéger nos forêts.

Des communes de toute la région, et demain : Pau ?

Les impacts d'E-CHO et NACRE ne se limitent pas à sa zone d'implantation, avec notamment une zone de récolte du bois pour E-CHO jusqu'à 400 km autour de Lacq. Les oppositions s'affirment donc elles aussi bien au-delà des zones riveraines, à travers les Pyrénées Atlantiques (l'ensemble de la CAPB notamment a très tôt voté contre), les Hautes Pyrénées et les Landes. Louis Benoît Garcia, maire de Saint-Goin, et Sami Bouri, conseiller communautaire à la CCHB, sont venus à la tribune souligner les nombreuses motions d'opposition béarnaises, aussi bien des villes (Billère, Oloron, Navarrenx, Salies, Sauveterre-de-Béarn, Idron...) que des communes rurales, montagnardes et forestières. A date, plus de 36 % des communes des Pyrénées Atlantiques se sont déjà prononcées contre E-CHO, contre moins de 10 % en faveur du projet (198 contre 53).

Mais la plus grande nouvelle est venue des deux prises de parole finales : Cécile Faure, 3^{ème} adjointe de la mairie de Pau en charge de l'écologie et du numérique, et Emmanuelle Camelot, vice-présidente aux transformations écologiques de l'agglomération paloise, ont annoncé l'organisation prochaine par la mairie paloise d'un grand débat public entre Élyse Energy et ses contradicteurs. Elles ont exprimé à titre personnel le souhait que ce débat aboutisse au vote d'une motion sur le projet. Comme on le voit, le débat de société autour d'E-CHO est donc loin d'être clos...

Après un slam forestier de Pau et Cie, puis des chants militants, les manifestants ont poursuivi la journée au Hédas, où s'est tenue la Fête de l'agriculture paysanne organisée par la Confédération paysanne, avec notamment une table ronde dédiée à "l'agriculture et la démocratie face au défi de l'eau". Le hasard fait bien les choses...

Contact presse :

Solal Bordenave – 07 66 44 60 39

presse@foretsvivantes-pyrenees.fr

foretsvivantes-pyrenees.fr/presse-dossiers-et-communiques
